[Text]

Commr Simmonds: Yes, Mr. Chairman. At the time I carried four writs, I was stationed alone in a large district without any assistance and I had responsibility for enforcing the Customs Act, the Excise Act, the drug acts, the Food and Drugs Act, as well as all the ordinary criminal law, and therefore I was provided with a writ under each of those statutes at that particular time. That would be very uncommon today, where we have specialized squads. In fact, you have to be on a specialized squad to have a writ now. They are not in general use, as they were many years ago.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Of the 80-odd members of the RCMP who have writ of assistance powers at the present time, how many would have more than one?

Commr Simmonds: I really cannot give you accurate figures, but if you are in the drug field, those investigators who have writs would most likely have both, one under the Narcotic Control Act and one under the Food and Drugs Act. But that does not necessarily follow.

Mr. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): I will call it 1.00 o'clock, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes.

Mr. Lawrence: If you are about to adjourn, Mr. Chairman, may I give notice that I want to move before the steering committee that the committee itself ask for a particular reference from the House so that before any executive action is taken lifting the moratorium on writs of assistance, the committee spend at least one full meeting, if not more, at that time on the whole question of the drug problem—not only the writs of assistance question, but other matters related to law enforcement agencies and their attempt to combat the drug problem.

The Chairman: We will refer that to the steering committee.

Oui, monsieur Lachance.

M. Lachance: Monsieur le président, c'est incroyable le travail que nous avons à ce Comité et la session, graduellement, touche à sa fin. Je vous demanderais, ainsi qu'à vos collègues au comité directeur, de discuter de la possibilité de faire part aux autorités concernées, du voeu du Comité, de n'être plus astreint à ce qui est communément appelé ici le Bloc System, et que nous puissions mettre à l'ordre du jour autant de réunions qu'il sera nécessaire pour couvrir le travail qui nous attend.

Mr. Robinson (Burnaby): Mr. Chairman, on the same point of order, I would just like to give notice, as Mr. Lawrence is giving notice, that I intend to propose an amendment to his motion that the committee study this matter and that the

[Translation]

Comm. Simmonds: Oui, monsieur le président. A l'époque où je détenais 4 mandats, j'étais en poste, seul, dans un grand district sans la moindre aide et j'étais responsable de l'application de la Loi sur les Douanes, la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur les Stupéfiants et la Loi sur les Aliments et Drogues ainsi que de faire respecter toutes les dispositions ordinaires du droit criminel et par conséquent, on m'avait fourni un mandat en vertu de chacune des lois, à cette fin. Ce serait très rare aujourd'hui, maintenant que nous avons les escouades de spécialistes. En fait, il faut faire partie d'une escouade spécialisée maintenant pour détenir un mandat. Ils ne sont plus d'un usage courant comme c'était le cas il y a de nombreuses années.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Des quelques 80 membres de la Gendarmerie qui détiennent actuellement les pouvoirs que confère un mandat de main-forte, combien détiennent plus d'un mandat?

Comm. Simmonds: Je ne peux pas vraiment vous donner de chiffres précis, mais les enquêteurs qui s'occupent de narcotique auraient fort probablement des mandats en vertu des deux lois, un en vertu de la Loi sur les stupéfiants, et un en vertu de la Loi sur les aliments et drogues. Mais ce n'est pas nécessairement le cas.

M. Robinson (Etobicoke—Lakeshore): Je dirai qu'il est 13h00, monsieur le président.

Le président: Oui.

M. Lawrence: Si nous sommes sur le point de lever la séance, monsieur le président, puis-je donner avis que j'ai l'intention de proposer devant le Comité directeur que le Comité demande lui-même à la Chambre des communes un mandat particulier afin que le Comité consacre au moins une réunion complète, sinon plus, è discuter de toute la question des problèmes de narcotiques avant que l'exécutif ne mette fin au moratoire sur les mandats de main-forte—non seulement pour étudier la question des mandats de main-forte, mais toutes autres questions relatives aux organismes de maintien de la loi et relatives aux tentatives de ces dernières pour combattre le problème des stupéfiants.

Le président: Nous renverrons cette question au Comité directeur.

Yes, Mr. Lachance.

Mr. Lachance: Mr. Chairman, the work before this committee is absolutely incredible and the session is gradually coming to an end. I would therefore ask you and our colleagues at the steering committee to discuss the possibility of indicating to the pertinent authorities the wish of this committee that we no longer be forced to respect what is commonly called the "block system" in order that we might plan as many meetings as necessary to cover the work we have.

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le président, au sujet du même rappel au Règlement, j'aimerais moi aussi donner avis comme l'a fait M. Lawrence que j'ai l'intention de proposer un amendement à sa motion voulant que le Comité étudie cette